



**PROGRAMME
MENA-OCDE
POUR LA GOUVERNANCE**



Ordre du Jour du séminaire :

Pour que la voix des jeunes soit entendue et prise en compte : consultation et représentation des jeunes en Tunisie

**11 Mai 2017
Hôtel Acropole
Tunis, Tunisie**



À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum au sein duquel les gouvernements comparent et échangent leurs expériences des politiques publiques, identifient les bonnes pratiques à la lumière des nouveaux défis, et promeuvent des décisions et des recommandations afin de produire de meilleures politiques publiques pour une vie meilleure. La mission de l'OCDE est de promouvoir des politiques publiques qui améliorent le bien-être économique et social des personnes dans le monde.

www.oecd.org

À propos du Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

Le programme de gouvernance MENA-OCDE est un partenariat stratégique entre les pays MENA et les pays membres de l'OCDE qui a pour objectif de partager connaissance et expertise, tout en essayant de disséminer les standards et principes de la bonne gouvernance. Le Programme soutient l'implémentation du Partenariat de Deauville G7 (Pilier de la Gouvernance) et porte assistance aux pays MENA afin de les aider à atteindre les critères d'éligibilité à l'accession au Partenariat du Gouvernement Ouvert (Open Government Partnership). Se basant sur son réseau de pairs -experts et décideurs politiques- le programme fait rencontrer des responsables de haut niveau des pays MENA et de l'OCDE afin de permettre l'échange de bonnes pratiques, le renforcement des capacités et la fourniture de support pour la mise en œuvre des politiques qui prennent en compte les attentes des citoyens et leur aspirations à bénéficier de processus politiques ouverts et inclusifs, de services publics réactifs et de qualité et des institutions gouvernementales qui soient tenues pour compte et transparentes.

www.oecd.org/fr/sites/mena/gouvernance

À propos du Projet OCDE pour le Gouvernement Ouvert

Le Projet soutient les pays membres de l'OGP et ceux qui veulent en être membre à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de gouvernement ouvert. L'OCDE fournit aux pays ses analyses en matière de gouvernement ouvert et contribue au recueil des données pour favoriser des recommandations fondées sur les faits. Des examens de gouvernement ouvert ainsi que des groupes de travail régionaux contribuent à l'élaboration de cadres détaillés de réforme du secteur public inspirés par les principes de gouvernement ouvert.

www.oecd.org/fr/sites/mena/gouvernance/mena-oecd-open-government.htm

Contexte national

Les jeunes composent une grande partie de la population tunisienne (30% de la population âgée de 15 à 29 ans et 51% des moins de 30 ans). Leur participation à l'élaboration des politiques publiques est donc impérative pour la construction de politiques qui répondent aux besoins de tous.

La Constitution tunisienne reconnaît l'importance des jeunes dans son article 8 stipulant: «La jeunesse est une force vivante dans la construction de la nation». De même, l'article 133 souligne que «la loi électorale garantit la représentativité des jeunes dans les conseils locaux».

Il est donc important que la voix des jeunes tunisiens trouve écho auprès des responsables publics à travers un mécanisme de consultation institutionnalisé ou encore en créant un corps représentatif des jeunes devenant ainsi un vis-à-vis officiel et un acteur à part entière de la vie publique, et ce aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

Objectifs

Ce séminaire permettra de présenter les différentes approches qui permettent d'assurer que la voix des jeunes soit entendue dans la sphère publique. Y seront évoqués notamment les mécanismes de consultation et les modes de représentation dans certains pays de l'OCDE, dont la Tunisie peut s'inspirer.

Ce sera également l'occasion d'échanger avec les représentants de l'administration et les jeunes présents sur la meilleure façon d'intégrer les jeunes dans le débat public, et notamment sur le mandat et le fonctionnement des conseils des jeunes aux niveaux national et local.

Participants

Cette conférence réunira des représentants des organisations de la société civile et des jeunes citoyens tunisiens ainsi que des représentants des autorités publiques impliquées directement et indirectement dans la gestion des politiques de la jeunesse.

08:30– 09:00 ACCUEIL DES PARTICIPANTS

09:00 – 10:00 ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

- S.E. Mme Majdouline Cherni, Ministre des Affaires de la Jeunesse et des Sports, Tunisie
- M. Habib Koubaa, Directeur Général chargé des services de la gouvernance, au nom du Secrétaire général du gouvernement, Présidence du Gouvernement, Tunisie
- S.E. Mme Carol McQueen, Ambassadrice du Canada en Tunisie
- Représentant de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Tunisie
- M. Alessandro Bellantoni, Coordinateur du Programme Gouvernement Ouvert, OCDE

10:00 – 10:30 PHOTO DE GROUPE ET PAUSE-CAFÉ

10:30 – 12:00 SESSION PLÉNIÈRE 1
QUELS MÉCANISMES DE CONSULTATION DES JEUNES

La Tunisie a lancé ces dernières années plusieurs consultations publiques, telles que la consultation sur le plan d'action du gouvernement ouvert, la consultation sur la réforme de la fonction publique, ou encore le dialogue sociétal sur la jeunesse afin d'établir sa stratégie nationale intégrée pour la Jeunesse à l'horizon 2020.

Cette approche marque une volonté d'ancrage de la culture de consultation dans la sphère publique tunisienne, nécessaire à la formulation de politiques publiques inclusives, qui répondent aux besoins de tous.

Cette session permettra de présenter les efforts entrepris par la Tunisie en matière de consultation et d'échanger autour des moyens d'améliorer ce mécanisme. Elle sera également l'occasion de présenter les expériences d'un pays membre de l'OCDE et d'un pays MENA en matière de promotion de la participation des jeunes dans la vie publique.

Modérateur : Mme Faten Kallel, Secrétaire d'État à la Jeunesse, Tunisie

Interventions :

- **Présentation du projet de texte régissant les consultations en Tunisie**
Mme Imen Tazerki, Direction Générale de la réforme administrative, Tunisie
- **Méthodologie de consultation avec les jeunes en Tunisie : leçons tirées des expériences passées**
M. Foued Aouni, Observatoire national de la jeunesse, Tunisie

- **La consultation des autorités locales avec les jeunes au Royaume-Uni : Bonnes pratiques**
M. Shah Muhmud, Expert en jeunesse, Royaume-Uni
- **Expérience de l'association I Watch en matière de consultation des jeunes**
Mme Manel Ben Achour, Association I Watch, Tunisie
- **Débat**

12:00 – 14:00

SESSION PLÉNIÈRE 2

QUEL MODE DE REPRÉSENTATION DES JEUNES AU NIVEAU NATIONAL ET LOCAL

La représentation des jeunes reste un enjeu majeur dans la formulation des politiques publiques. La création d'un corps institutionnel représentant les jeunes vis-à-vis des instances gouvernementales, portant leur voix et assurant que leurs préoccupations soient prises en compte par le gouvernement, est une des solutions possibles.

Cette session permettra de présenter différents modèles de représentations des jeunes auprès du gouvernement, aussi bien au niveau national que local, favorisant ainsi des politiques permettant l'inclusion économique, social et politique des jeunes.

Modérateur : *Mme Maha Trabelsi, Directeur Général, Ministère de la jeunesse, Tunisie*

Interventions :

- **Expérience du conseil des jeunes au niveau national en France**
Mme Christelle Barassi, Secrétaire générale du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse, France
- **Expérience de l'Allemagne en matière de conseils des jeunes aux niveaux national et local**
Mme Iris Nadolny, Membre d'une organisation de jeunes (Solidaritätsjugend Deutschlands), Allemagne
- **Participation de la jeunesse et collaboration avec le tissu associatif en Wallonie**
Mme Françoise Crémer, Chargée de mission, Service de la Jeunesse, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique
- **Implication des jeunes au processus de gouvernance et au développement local**
M. Moez Attia, Président de Kolna Tounes, Tunisie
- **Le conseil des jeunes à Barcelone**
M. Alejandro Pérez, Co-Président du Conseil des jeunes à Barcelone, Espagne
- **L'expérience de Search for Common Ground (SFCG) Tunisie en matière d'instauration des conseils régionaux de jeunes**
M. Wissem Missaoui, Directeur-Programme, Search for Common Ground, Tunisie
- **Débat**

14.00 – 15.00

DÉJEUNER

Ces panels parallèles donneront la possibilité au public issu d’horizons différents de discuter en profondeur avec les autorités publiques sur les thèmes suivants :

- Le Conseil National des Jeunes : composition, prérogatives et fonctionnement
- Les Conseils Locaux des Jeunes : composition, prérogatives et fonctionnement

Méthodologie assurée par l’expertise de l’Institut Tunisien des Études Stratégiques, Tunisie

Atelier de travail 1 Quel rôle pour le Conseil National des Jeunes ?

Afin de réactiver le Conseil National des Jeunes en Tunisie, le Ministère des affaires de la Jeunesse et des sports est en cours de préparation de nouveaux textes de qui organiserait ce conseil. Cet atelier permettra d’échanger avec les jeunes sur la composition, les prérogatives et le fonctionnement qu’une telle structure devrait avoir.

Modérateurs : *Mme Christelle Barassi, France*

M. Chokri Hamda, Directeur des affaires juridiques, Ministère des affaires de la jeunesse et des sports, Tunisie

Rapporteur : *M. Mohamed Ali Khaldi, Directeur Général de la cellule de la gouvernance, Ministère de la Femme, de la Famille et de l’Enfance, Tunisie*

Atelier de travail 2 Quelles missions pour les Conseils Locaux des Jeunes ?

La création de conseils locaux est un engagement pris par le gouvernement tunisien dans le cadre du 2^{ème} plan d’action du Partenariat de Gouvernement Ouvert (PGO). Cet atelier permettra d’échanger avec les jeunes sur la composition, le mandat et le fonctionnement de tels organes représentant les jeunes au niveau infranational.

Modérateurs : *Mme Françoise Crémer, Belgique*

M. Elyes Ezzine, Association Institut tunisien pour la démocratie et le développement

Rapporteur : *Mme Rim Garnaoui, Sous-directeur, Présidence du Gouvernement*

Cette session permettra au rapporteur de chaque atelier de travail de présenter les principales idées discutées dans sa session ainsi que les conclusions qui en ont découlé. Ces idées seront discutées lors de cette session et permettront d’enrichir le rapport de l’OCDE sur la participation des jeunes dans la vie publique en Tunisie.

- *M. Kamel Hnid, Directeur des Institutions de la jeunesse au ministère des affaires de la jeunesse et des sports*
- *Mme Amira Tlili, Programme MENA-OCDE pour la gouvernance, OCDE*

Biographie des intervenants

Mme Faten Kallel



Diplômée de l'Université de Carthage et de l'Université Paris Dauphine, Faten Kallel a mené une carrière de consultante en management dans plusieurs grands cabinets internationaux présents en Tunisie. À partir d'août 2015, elle intervient sur le programme Smart Tunisia en tant que chargée de suivi global du programme. Elle s'est présentée aux dernières élections législatives sur la liste du parti Afek Tounes relevant de la circonscription de Tunis 2.

Mme Imen Tazerki



Imen Tazerki est Conseiller des Services Publics et sous-directeur à la Présidence du Gouvernement. Elle est chargée du dossier de la participation publique et cheffe du projet « Mise en place du cadre institutionnel se rapportant à l'organisation des consultations publiques ».

M. Foued Aouni



M. Foued Aouni est chercheur dans le domaine des politiques de la jeunesse.

Il est Directeur des études et des recherches à l'Observatoire National de la jeunesse, rattaché au Ministère des affaires de la jeunesse et des sports.

M. Shah Muhmud



Shah Muhmud est un haut responsable du secteur public, avec plus de 20 ans d'expérience dans le travail avec les enfants et les jeunes des quartiers du centre de Londres. Sa carrière a débuté en 2001 en tant que tuteur auprès des jeunes. Depuis lors, il a coordonné les programmes nationaux d'éducation par les pairs afin de réduire les inégalités en matière de santé, de gérer les contrats à domicile pour lutter contre l'extrémisme et la radicalisation et a enseigné à Londres au sien d'établissements d'enseignement supérieur et

universitaire. M. Shah est spécialisé dans la formation du travail des jeunes et de la communauté, de la représentation et de la participation des jeunes à la prise de décision, de l'éducation par les pairs afin de réduire les inégalités d'accès à la santé.

M. Shah est titulaire d'une maîtrise spécialisée en sciences humaines appliquées et de travail de la jeunesse de Goldsmith University London, un diplôme d'études supérieures en études de gestion de l'Université métropolitaine de Londres, une qualification de direction de l'« Institute for Leadership and Management » de Londres.

Il est également impliqué dans le développement d'initiatives locales pour permettre aux adultes et aux jeunes de prendre des mesures communautaires pour accroître la cohésion et la sécurité. M. Shah continue de diriger et de développer des modèles d'éducation par les pairs pour s'assurer que les questions de radicalisation, d'exploitation sexuelle et d'égalité des sexes sont défendues par les jeunes et soutenues conjointement par des adultes..

Mme Maha Trabelsi



Maha Trabelsi est Directrice Générale à l'inspection générale et chef de la cellule Gouvernance au ministère des Affaires de la Jeunesse et des Sports. Elle est Conseillère des Services Publics, titulaire d'une Maîtrise en Droit de la faculté de droit de Sfax, d'un mastère en Droit Public et Financier de la Faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales à l'Ariana et d'un Diplôme du Cycle Supérieur de l'École Nationale d'Administration de Tunis. Mme Trabelsi a une expérience de près de 17 ans au ministère des affaires de la jeunesse et des sports en matière de statistiques et planification, d'évaluation des politiques publiques, de contrôle de gestion, de diffusion de la culture de gouvernance dans les structures de tutelle et de la mise en œuvre de la composante « participation » dans le cadre des programmes du ministère. Elle est membre du COPIL du 2^{ème} programme de travail du partenariat du gouvernement ouvert OGP pour la période 2016-2018. Elle est également membre du COPIL « Tunisian Youth in public Life: Towards open and inclusive youth engagement », piloté par le Ministère de la Fonction Publique et de la Gouvernance et l'OCDE.

Mme Christelle Barassi



Après six années d'expérience dans l'enseignement, en primaire et secondaire, Christelle Barassi a rejoint le ministère chargé de l'Écologie en 2007. Elle a d'abord travaillé dans les voies navigables dans l'Est de la France puis comme directrice d'études, responsable nationale de la politique foncière (sur des problématiques d'urbanisme, habitat, préservation des espaces, égalité des territoires) à Paris et à Lille. En 2016, après deux ans de scolarité à l'École Nationale d'Administration, elle intègre les ministères sociaux en tant qu'administratrice : elle y est responsable de l'indemnisation du chômage puis se porte candidate en octobre 2016 pour le poste de Secrétaire générale du Conseil d'orientation des politiques de jeunesse nouvellement créé.

Iris Nadolny



Iris Nadolny est membre d'une organisation de jeunes en Allemagne (Solidaritätsjugend Deutschlands / www.solijugend.de). Elle a été membre actif dans plusieurs structures de jeunesse à Karlsruhe, et est également responsable des programmes d'échange de jeunes de l'organisation en Afrique du Nord.

Depuis deux ans, elle représente le Conseil national allemand de la jeunesse dans le Conseil d'orientation de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse.

Mme Françoise Crémer

Madame Françoise Crémer est experte en Jeunesse, chargée de mission au sein du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Auparavant elle a été Détachée Pédagogique au GCB-mouvement scout; elle y a contribué notamment au développement de la politique de formation à destination des cadres et animateurs de jeunesse ainsi qu'à la coordination des formations. Elle a également été enseignante à l'institut Notre Dame de 1986 à 2002.

Moez Attia



Moez Attia est Président de l'association Kolna tounes. Il est docteur ingénieur en technologies de l'information et de la communication, et maître assistant à l'université de Carthage.

Alejandro Ramón Pérez Pérez



M. Perez est physicien et mathématicien de l'Université Pierre et Marie Curie et de l'Université Polytechnique de Catalogne. Il s'intéresse beaucoup à l'autonomisation des jeunes et aux droits de l'homme. Dans son enfance, il a participé à une fédération locale d'étudiants dans sa ville natale, León. À Barcelone, il a participé à plusieurs programmes de jeunesse dans son association universitaire «Sin vergüenza» (Shameless). Dans cette association, il héberge les jeunes avec des difficultés et explore les possibilités d'activisme à l'aide de l'art et crée un projet de lutte contre les discriminations. En 2017, il a été élu coprésident du Conseil de la jeunesse de Barcelone, et il dirige d'autres projets concernant l'émancipation des jeunes et la lutte contre la précarité structurelle. En tant que président du CJB, il a la responsabilité de représenter les associations de jeunes de Barcelone dans les institutions locales, telles que le conseil municipal ou d'autres espaces associatifs.



M. Wissem Missaoui

Wissem Missaoui est le directeur de programme à Search For Common Ground – Tunisie. Il supervise toute la programmation et l'élaboration de stratégies de SFCG Tunisie. Son portefeuille comprend un programme national d'autonomisation des jeunes à grande échelle, visant à prévenir et à lutter contre les activités d'extrémisme violent, un programme de dé-radicalisation ainsi qu'un projet de réforme du secteur de la sécurité.

Titulaire d'une maîtrise en développement régional et en planification territoriale, Wissem a travaillé pendant 13 ans au ministère du développement régional en Tunisie en tant que Directeur régional de développement au centre-ouest du pays. Il est aussi actif dans la société civile. Il est président fondateur de Beder Association, une ONG axée sur la promotion du développement économique et politique des régions marginalisées en Tunisie, l'autonomisation des groupes marginalisés, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent en Tunisie.

M. Chokri Hamda



M. Chokri Hamda est Directeur des affaires juridiques au Ministère des affaires de la jeunesse et des sports. Il a suivi le cycle supérieur de l'École Nationale d'Administration et est Doctorant en droit public.

Auparavant, il a assumé les fonctions de Secrétaire Général de l'Observatoire National de la Jeunesse et de Secrétaire Général de l'Institut Supérieur du Sport et de l'Éducation Physique de Ksar Said.

M. Mohamed Ali Khaldi



Mohamed Ali KHALDI, Administrateur en Chef et Directeur Général de la Cellule Centrale de la Gouvernance au ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance. Il est depuis 2010 Doctorant en Droit public, titulaire d'un mastère de recherche en Droit public interne et d'un mastère spécialisé en gestion des établissements publics. Il est pareillement membre de plusieurs commissions et comités d'experts. Il a certaines publications scientifiques en rapport avec l'organisation administrative les droits de l'Homme.

M. Elyes Ezzine



M. Ezzine est président fondateur de l'Institut Tunisien pour la Démocratie et le Développement. Il est avocat et consultant dans la gouvernance locale et les approches participatives. Il est aussi formateur au centre IFEDA en recherche de fonds et coopération internationale, réseautage et partenariat, gouvernement ouvert et consultation publique.

Il a géré plusieurs projets et programmes destinés aux jeunes au niveau national, arabe et euro-méditerranéen, notamment des formations, des actions communautaires et l'utilisation des TIC et du journalisme citoyen comme outil d'engagement des jeunes dans leur environnement local.

Mme Rim Garnaoui



Mme Rim Garnaoui est Conseiller des Services Publics à l'Unité de l'Administration Électronique à la Présidence du Gouvernement. Titulaire du diplôme du cycle supérieur de l'ENA-Tunisie, elle est coordinatrice de projets en relation avec les domaines e-Gov et Open Gov tels que le programme de partenariat pour un Gouvernement Ouvert « OGP » et le projet de portail national des données ouvertes.

Elle a contribué à la réalisation de plusieurs projets e-Gov et Open Gov dont notamment l'élaboration des stratégies de développement de l'administration électronique, y compris la dernière stratégie « Smart Gov 2020 ». Elle est aussi membre du comité de pilotage chargé du suivi du programme d'accès à l'information au niveau national et de comités de pilotage au niveau des ministères visant à mettre en œuvre des projets du Gouvernement ouvert et open data.

Mme Garnaoui est également enseignante à l'école nationale d'Administration « ENA » depuis 2015.

M. Kamel Hnid



M. Hnid est Directeur des Institutions de la jeunesse au ministère des affaires de la jeunesse et des sports.

Il est aussi membre de la commission technique de la jeunesse à la ligue Arabe et étudiant doctorant en sciences culturelles sur le thème « Pratiques culturelle de jeunes Tunisiens : entre culture et contre-culture ».

Pour plus d'information

- Vous pouvez **obtenir plus d'informations** concernant nos efforts pour soutenir [l'engagement des jeunes dans la vie publique](#) et les domaines s'y rapportant, tel que le [gouvernement ouvert](#), [l'égalité des genres](#) et la [gouvernance locale](#).
- Vous pouvez aussi contacter Mme Amira TLILI amira.tlili@oecd.org
- Vous pouvez **twitter** à propos de ce sujet en utilisant les hashtags suivants : #shabab4MENA, #Youth, #OECD, @OECD, @OECD_fr, @OECDgov.